



Déclaration des représentants CGT au CHSCT du 9 octobre 2017.

Tarbes le 9/10/2017

Monsieur le Président,

Comme le président Sarkozy, comme le président Hollande, le président Macron et le gouvernement qu'il a mis en place poursuivent une politique de régression sociale et utilisent toujours les mêmes vieilles recettes contre les salariés. Ainsi la refonte du code du travail proposée est une nouvelle étape vers la précarisation des emplois, et une véritable remise en cause du droit des salariés à se défendre.

A travers cette destruction du code du travail, quel avenir pour les CHSCT si les ordonnances sont mises en application ? La fusion des IRP (instances représentatives du personnel) pour le privé s'appliquerait au secteur public, ce serait la fin de cette instance.

Cette attaque contre le code du travail n'en est qu'une parmi tant d'autres. Les annonces politiques déferlent, avec des relents fétides concernant les fonctionnaires et leurs conditions de travail.

- Gel du point d'indice.
- Retour du jour de carence.
- Augmentation de la CSG à peine compensée semble t-il par une malheureuse prime.
- Mise en place de la RIFSEEP au 01/01/2018.
- Suppression massive des emplois.

Certes, cette année, la Direction Générale ose fanfaronner en annonçant « que » 1 648 suppressions, mais quid des prochaines années.

Macron l'a annoncé clair et fort. 50 000 postes seront supprimés sous son règne dans la fonction publique d'état.

Lors des quinquennats Sarkozy et Hollande, la DGFIP a absorbé les 2/3 des suppressions. Si cela se confirme sous Macron, et il n'y a pas de raison que cela ne se confirme pas, il faudrait donc supprimer près de 8 000 agents des finances par an pour tenir les objectifs !!! Impossible direz vous. Rassurez vous, son premier ministre va nous proposer une solution l'année prochaine à travers son programme « action publique 2022 ».

Ses ministres devront pour le premier trimestre 2018 lui proposer « *des transferts entre les*

différents niveaux de collectivités publiques, des transferts au secteur privé, voire des abandons de missions. »

Elles sont là les prochaines suppressions massives d'emplois à la DGFIP si tout le monde ne se mobilise pas, nous comme VOUS. Cette fois ci, ne comptez pas vous en tirer comme à chaque fois en regardant tomber avec indifférence la foudre sur les simples agents, **vous serez vous aussi concernés.**

Les agents de la DGFIP sont fatigués, écœurés par tant d'années de suppressions d'emplois et de réformes incessantes, qui ne vont jamais dans le sens d'un meilleur service public, d'une amélioration de leurs conditions de travail, d'une vie meilleure tout simplement.

D'ailleurs, selon une étude du CEET (Centre d'Étude de l'Emploi et du Travail), la France vient d'intégrer le trio de tête, avec l'Espagne et la Grèce, des pays les plus exposés à une dégradation de leurs conditions de travail.

Dans le cadre de la France, le rapport stipule « ***nos résultats montrent une dégradation lente mais persistante des conditions de travail, engendrant ainsi une vulnérabilité face aux risques liés au travail, supérieure à la médiane européenne*** ».

Si on rattache ce constat accablant aux sujets abordés plus haut, comment s'étonner des conclusions du rapport.

Pas une semaine sans mauvaise nouvelle, une sensation permanente de naviguer à vue, aucune vision à long ou même à moyen terme.

A travers vos décisions et votre attitude, vous participez activement à cette éternelle dégradation quand on voit comment vous avez mené la dernière campagne de l'ASR.

Dossier bouclé en quelques semaines. Sans consulter les agents, sans consulter les représentants du personnel, sans consulter les élus et à travers eux la population qui a tant besoin de services publics.

Nous ne souhaitons pas recommencer chaque année le combat que nous menons en ce moment pour le maintien du SIE de Lannemezan, mais s'il le faut nous recommencerons et nous amplifierons même l'action.

La CGT est bien consciente que dans certains services, en raison des suppressions d'emplois, les conditions actuelles de vie au travail des agents sont très difficiles et doivent appeler à une évolution du réseau, en lien notamment avec la nouvelle carte des EPCI. Mais d'un autre côté, les particuliers, les professionnels ont besoin d'un véritable service de proximité. Le service public ne doit pas rester accessible aux seules populations des grands centres urbains.

Ayons une réflexion globale, constructive, dépassionnée. Asseyons nous autour d'une table, vous, nous, les élus, les professionnels. En y intégrant les contraintes actuelles, cherchons des solutions pour que tout le monde y trouve son compte les agents et les usagers.